



DÉCEMBRE
2021



L'islam de Russie

Équilibrer sécurisation et intégration

Centre
Russie/NEI

Marlène LARUELLE

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Europe orientale et Caucase du Sud », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-0454-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Kremlin.ru

Cette note a été traduite par Grégory Rayko.

Comment citer cette publication :

Marlène Laruelle, « L'islam de Russie. Équilibrer sécurisation et intégration », *Russie.Nei.Visions*, n° 125, Ifri, décembre 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélarus, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Marlène Laruelle est professeure à l'université George Washington (Washington D.C.), directrice de l'Institut pour les études européennes, russes et eurasiennes (IERES), directrice de l'Illiberalism Studies Program et co-directrice du programme PONARS-Eurasia. Depuis janvier 2019, elle est chercheuse associée au Centre Russie/NEI de l'Ifri. Elle travaille sur les questions liées à la montée des mouvements populistes et illibéraux, sur le renouveau de la pensée conservatrice et sur les transformations idéologiques et les questions d'identité nationale dans l'espace post-soviétique, en particulier en Russie. Parmi ses dernières publications :

- ▀ « *Soft power* russe. Sources, cibles et canaux d'influence », *Russie.Nei.Visions*, n° 122, Ifri, avril 2021.
- ▀ *Is Russia Fascist? Unraveling Propaganda East West*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.
- ▀ *Memory Politics and the Russian Civil War: Reds versus Whites*, Londres, Bloomsbury, 2020, avec Margarita Karnysheva.

Résumé

L'islam de Russie ne se résume pas aux deux guerres de Tchétchénie et aux attaques terroristes qui ont frappé le territoire russe à de multiples reprises. L'islam fait partie intégrante de l'histoire et de la culture du pays, et le régime de Vladimir Poutine célèbre régulièrement le rôle de cette religion dans la vie de la Fédération et dans sa reconquête d'un statut de grande puissance.

Les migrations de travailleurs originaires du Caucase du Nord et d'Asie centrale vers les principales métropoles russes, le dynamisme des débats sur l'islam de Russie conduits sur le RuNet (l'Internet en langue russe) et le mariage de convenance à première vue paradoxal entre l'Église orthodoxe russe et les muftiats sont autant d'éléments qui contribuent à cette convergence d'intérêts entre le régime et les composantes musulmanes du pays — loin de la vision simpliste véhiculée par les médias occidentaux d'une Russie qui serait intrinsèquement opposée à l'islam.

Cette étude se propose d'analyser l'équilibre subtil entre, d'un côté, la sécurisation de l'islam(isme) au nom de la stabilité du pays et la concorde interethnique, et, de l'autre, la nécessité pour le Kremlin de ménager ses citoyens musulmans, base électorale fidèle cautionnant ses pratiques autoritaires et les valeurs conservatrices dont il fait la promotion.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LES RÉALITÉS PLURIELLES DE L'ISLAM EN RUSSIE	6
La diversité géographique.....	6
La diversité institutionnelle.....	8
CONTEXTE MONDIAL : LA SÉCURISATION DE L'ISLAM	10
La sécurisation législative : la lutte contre l'extrémisme	10
Sécurisation socioculturelle : quelle place pour l'islam dans l'espace public ?	15
L'AFFIRMATION DU CARACTÈRE RUSSE DE L'ISLAM	19
Les régions musulmanes, pierre angulaire du régime poutinien	19
L'islam, partie intégrante du « tournant conservateur » du régime	21
La russification théologique de l'islam de Russie.....	23
Orthodoxie et islam : un partenariat œcuménique	26
En quête de nouveaux modèles politiques islamiques adaptés aux débats identitaires russes	28
CONCLUSION	32

Introduction

« L'islam est un élément très important de l'ADN culturel de la Russie, une partie intégrante et organique de l'histoire de la Russie. Nous connaissons et gardons en mémoire de nombreux noms de musulmans qui ont fait la gloire de notre patrie », déclarait Vladimir Poutine en 2013¹. Le président et les membres du gouvernement russe soulignent régulièrement la légitimité de la présence de l'islam en Russie et l'appui qu'offrent les musulmans à la posture patriotique du régime. Ces rappels permettent de dissocier un « bon » islam, bien intégré dans la société russe, d'un islam étranger et radicalisé qui, lui, représente(ra)it une menace pour la stabilité du pays et la concorde interethnique.

Il est vrai que si l'islam de Russie n'a souvent été perçu qu'à travers le prisme déformant des deux guerres de Tchétchénie, de l'islamisme radical et du terrorisme, la réalité est bien plus complexe². Non seulement l'islam fait partie intégrante de l'histoire et de la culture de la Russie, mais il s'est étendu au-delà de ses régions ancestrales (le Caucase du Nord et la région Volga-Oural) pour devenir un phénomène panrusse. Du fait de cette évolution, l'islam de Russie a progressivement perdu certaines de ses caractéristiques ethniques et locales, et apparaît désormais comme un élément à part entière de l'identité russe. Cela se manifeste notamment dans les migrations massives du Caucase du Nord vers l'ensemble du territoire russe et, surtout, vers toutes les métropoles du pays ; dans l'utilisation croissante du russe comme langue du débat islamique ; dans la naissance d'une « opinion publique musulmane » qui transcende les spécificités ethniques ; et dans le rôle joué par les républiques et régions musulmanes dans la légitimation électorale et la construction idéologique du régime de Vladimir Poutine.

1. V. Poutine, « Discours prononcé lors de la réunion tenue à l'occasion du 225^e anniversaire des Directions spirituelles centrales des musulmans de Russie », Oufa, 22 octobre 2013, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

2. J.-F. Ratelle, « A Critical Assessment of the Scholarship on Violent Conflicts in the North Caucasus during the Post-Soviet Period », *Caucasus Survey*, vol. 3, n° 1, 2015, p. 1-24.

Les réalités plurielles de l'islam en Russie

La diversité géographique

Obsédés par la visibilité croissante de l'Église orthodoxe russe et les références croissantes aux symboles orthodoxes par le président et le gouvernement, les observateurs extérieurs ont tendance à négliger le caractère multiconfessionnel du pays. Or, sur les 146 millions d'habitants que compte la Russie – si l'on inclut les 2 millions de la Crimée –, environ 15 millions sont nominalement musulmans³, au sens où ils appartiennent à un groupe ethnique dont le fonds culturel est lié à l'islam. Bien sûr, tous ne sont pas croyants, et encore moins pratiquants. Certains s'identifient comme musulmans surtout par référence à leur ethnie (*nacional'nost'* en russe), sans accorder d'importance à la religion ; beaucoup conjuguent leurs identités ethnique et religieuse ; et une minorité considère l'appartenance religieuse comme le critère premier de leur identité.

À ces 15 millions de citoyens nominalement musulmans, il convient d'ajouter entre 2 et 3 millions de travailleurs migrants officiellement enregistrés (le nombre de migrants sans-papiers étant par définition difficile à estimer⁴) originaires de pays anciennement soviétiques et culturellement musulmans (Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan et Azerbaïdjan). Ces migrants travaillent et séjournent en Russie pendant des durées différentes, mais beaucoup d'entre eux envisagent de s'intégrer à la société russe. Par conséquent, comme dans de nombreux pays européens, un phénomène de « migrants de deuxième génération » est en train d'émerger dans les principales métropoles russes. La Russie est également confrontée à d'importants flux migratoires internes : chaque année, entre 5 et 6 millions de citoyens russes déménagent à l'intérieur du territoire national. Il s'agit souvent d'habitants du Caucase du Nord qui vont s'installer dans d'autres régions russes. Le Daghestan, en particulier, présente

3. Cette estimation se fonde sur les données du recensement de 2010 (et ses mises à jour ultérieures), et inclut toutes les populations culturellement musulmanes. Ce chiffre est confirmé par une enquête effectuée en 2017 par le Pew Research Center, qui a démontré que 10 % des habitants de la Russie (soit environ 14,5 millions de personnes) s'identifiaient comme musulmans : « Religious Belief and National Belonging in Central and Eastern Europe », Pew Research Center, 10 mai 2017, disponible sur : www.pewforum.org.

4. Pour une présentation des débats relatifs aux données sur les phénomènes migratoires, voir : M. Denisenko, « Migration to Russia and the Current Economic Crisis », in A. Pikulicka-Wilczewska et G. Uehling (dir.), *Migration and the Ukraine Crisis: A Two-Country Perspective*, Bristol, E-International Relations, 2017.

un solde migratoire négatif de plusieurs dizaines de milliers de personnes par an⁵.

Comme leurs concitoyens, les Russes musulmans vivent dans des contextes socio-économiques et culturels très divers. La métaphore d'« archipel russe », utilisée pour décrire l'extrême fragmentation spatiale et socio-économique du pays⁶, est valable également pour eux⁷. On peut distinguer au moins quatre situations socioéconomiques et culturelles différentes pour les Russes musulmans.

Dans le Caucase du Nord et dans la région Volga-Oural, les musulmans vivent sur leurs territoires ancestraux, où ils ne peuvent être considérés comme une diaspora. Le Caucase du Nord se distingue du reste de la Russie à bien des égards, notamment par son éloignement et par le faible nombre de Russes ethniques qui y résident encore : ils représentent aujourd'hui environ 30 % de la population en Karatchaïévo-Tcherkessie et 22 % en Kabardino-Balkarie, mais seulement 3 % au Daghestan et moins de 1 % en Tchétchénie⁸. Dans la région Volga-Oural, les Tatars et les Bachkirs sont presque aussi nombreux que les Russes ethniques. Ces deux groupes sont mieux intégrés dans la Fédération et dans la culture russe que leurs homologues du Caucase du Nord mais ils vivent, eux aussi, sur des terres musulmanes ancestrales, acquises à la religion du prophète Mahomet dès le IX^e siècle.

Plus récemment, d'importantes communautés musulmanes se sont installées dans deux autres zones : dans la région de Moscou et en Sibérie occidentale. La région de Moscou compte environ 2 millions de musulmans, citoyens russes et migrants confondus, ce qui fait d'elle l'une des capitales de l'islam de Russie – et d'Europe. Elle abrite l'une des principales institutions islamiques du pays, la Direction spirituelle des musulmans de la Fédération de Russie (DUM RF), ainsi que la plus grande mosquée-cathédrale⁹ du pays et les sites de production de nombreux biens halal qui sont ensuite distribués dans toute la Russie et dans l'ensemble de l'espace post-soviétique.

5. N. Mkrtyčan et L. Karačurina, « Migraciâ v Rossii: potoki i centry pritâženiâ » [Migration en Russie : flux et centres d'attraction], *Demoscope Weekly*, n° 595–596, 21 avril-24 mai 2014.

6. N. Zubarevich, « Four Russias: Rethinking the Post-Soviet Map », in *Regionalism(s): A Variety of Perspectives from Europe and the Americas*, Innsbruck, Institut für Föderalismus, 2014, p. 71-88.

7. R. A. Silant'ev et al., « Atlas "Islamskoe soobšestvo Rossijskoj Federacii" » [Atlas « La communauté musulmane de la Fédération de Russie »], Moscou, Inkotej, 2018.

8. J. Radvanyi et N. Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase*, Paris, Autrement, 2010.

9. R. Turaeva, « Imagined Mosque Communities in Russia: Central Asian Migrants in Moscow », *Asian Ethnicity*, vol. 20, n° 2, 2019, p. 131-147.

La Sibérie occidentale, et en particulier les riches districts autonomes de Iamalo-Nénétsie et des Khantys-Mansis, est devenue le nouveau foyer de dizaines de milliers de musulmans originaires du Caucase du Nord, de la région Volga-Oural, d'Azerbaïdjan et d'Asie centrale, qui y ont migré depuis les années 1960 pour travailler dans les gisements de pétrole et de gaz. Ces migrants, qui contrôlent aujourd'hui une grande partie des marchés informels et de détail (transport, alimentation, vêtements, mobilier) de Sibérie occidentale, affichent souvent une telle réussite financière qu'épouser un « gars du Nord » (*severânin*) – c'est-à-dire un migrant qui a réussi en Sibérie occidentale – est devenu très à la mode dans leur pays ou région d'origine¹⁰.

Au-delà de ces quatre régions, les musulmans se sont installés dans toutes les grandes villes de Russie, y compris Vladivostok et Ioujno-Sakhalinsk. Leurs communautés prospèrent dans les villes du Grand Nord telles que Norilsk, au point que la Russie peut se targuer d'abriter la mosquée la plus septentrionale du monde (titre qu'elle dispute au Canada, dont la région pétrolière de l'Alberta, en plein essor, possède plusieurs petites mosquées¹¹). Des musulmans originaires du Caucase du Nord, d'Ouzbékistan et du Tadjikistan se sont également installés dans des régions plus rurales, exploitant des terres agricoles largement abandonnées par la population russe de souche. Ainsi, les communautés musulmanes sont désormais dispersées sur l'ensemble du territoire russe et ne se limitent plus aux deux zones géographiques historiques dans lesquelles l'islam est présent depuis des siècles.

La diversité institutionnelle

L'islam de Russie présente une grande diversité non seulement sur le plan géographique et socioéconomique, mais aussi sur le plan institutionnel. Bien que, dans l'islam, les institutions cléricales ne soient pas des intermédiaires obligatoires entre les hommes et Dieu, l'Empire russe – tout comme l'Empire ottoman – avait développé des institutions centralisées destinées à représenter les adeptes de cette religion.

Tous les muftiats qui existent aujourd'hui en Russie trouvent leur origine dans l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg, créée en 1788 par l'impératrice Catherine II. Après la reconnaissance des religions par Staline en 1942, une Direction spirituelle centrale des musulmans de Russie (TsDUMR) a été fondée à Oufa ; elle est

10. A. Yarlykapov, « Divisions and Unity of the Novy Urengoy Muslim Community », *Problems of Post-Communism*, vol. 67, n° 4-5, 2020, p. 338-347.

11. M. Laruelle et S. Hohmann, « Polar Islam: Muslim Communities in Russia's Arctic Cities », *Problems of Post-Communism*, vol. 67, n° 4-5, 2020, p. 327-337.

dirigée, depuis 1980, par le grand mufti Talgat Tadjouddine. À l'effondrement de l'Union soviétique, les tendances centrifuges ont également touché l'islam, et plusieurs muftiats indépendants ont vu le jour, représentant le Bachkortostan, le Tatarstan et le Caucase du Nord. Une Direction spirituelle des musulmans de la Fédération de Russie (DUM RF), basée à Moscou et dirigée par le mufti Ravil Gainoutdine, a également été instituée à cette période. La DUM RF est aujourd'hui la principale rivale de la Direction spirituelle d'Oufa : les deux entités se disputent le droit de parler au nom des musulmans du pays et rivalisent pour l'allégeance des mosquées et pour être reconnues symboliquement par le Kremlin¹².

Pourtant, ces deux institutions et leurs petits concurrents — une soixantaine de muftiats légalement reconnus — sont loin de couvrir l'ensemble du spectre de l'autorité religieuse islamique en Russie. Si la plupart des musulmans du pays (environ 90 %) sont sunnites, ils peuvent appartenir à différentes *madhhab* (écoles de jurisprudence islamique), principalement hanafites et, dans une moindre mesure, chaféites, ce qui est de nature à susciter des tensions intercommunautaires. Une petite minorité de chiites, principalement des Azerbaïdjanais, coexistent de manière indépendante.

En outre, toute communauté musulmane peut avoir des leaders informels qui tirent leur légitimité de leurs connaissances religieuses. Au cours des trois dernières décennies, l'islam de Russie s'est mondialisé et les jeunes générations ont tendance à rechercher des guides religieux en dehors des frontières du pays. Si la législation russe restreint sévèrement le soutien financier étranger à l'islam, par exemple en matière de construction de mosquées, l'influence religieuse de l'étranger reste plus difficile à contrôler : des prédicateurs originaires de Turquie, d'Égypte et d'Arabie Saoudite, entre autres, ont vu leurs œuvres traduites en russe, ce qui leur a permis de diffuser leurs interprétations de l'islam parmi les musulmans de Russie et de donner naissance à de nouvelles générations de prédicateurs russophones. Cette pluralité d'influences est renforcée par l'ambiguïté du statut des directions spirituelles qui, souvent, sont perçues comme des entités administratives émanant d'un État laïc, longtemps athéiste, et utilisées par celui-ci pour enrégimenter les musulmans, plus que comme des structures véritablement indépendantes s'appuyant sur la masse des croyants.

12. R. I. Bekkin, « People of Reliable Loyalty... Muftiates and the State in Modern Russia », thèse de doctorat, Södertörn University, Stockholm, 2020, disponible sur : <https://bibl.sh.se>.

Contexte mondial : la « sécurisation » de l’islam

Comme dans de nombreux autres pays du monde, la peur du « radicalisme islamique » domine les déclarations et les politiques publiques russes relatives aux musulmans. Toutes les autres problématiques liées à l’islam sont vues à travers ce prisme sécuritaire¹³.

En Russie, cette « sécurisation » de l’islam s’est imposée plus rapidement qu’en Europe, en raison d’abord de la guerre en Afghanistan (1979-1989), puis des deux guerres de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2000), durant lesquelles les références locales au nationalisme et à la libération nationale ont été remplacées par des appels à la réislamisation et, chez les radicaux, à la guerre sainte (djihad) — ou du moins sont devenues intimement liées à ces sujets. Bien que la sécurisation de l’islam en Russie ait des racines nationales, elle a également été influencée par le même processus observé en Occident dans le cadre de la guerre contre le terrorisme déclenchée par les États-Unis et de la controverse croissante autour de l’islam(isme) en Europe¹⁴. La sécurisation de l’islam se déploie aussi bien au niveau législatif qu’au niveau socioculturel.

La sécurisation législative : la lutte contre l’extrémisme

La Russie possède une longue expérience du terrorisme islamique en raison des deux guerres en Tchétchénie et des multiples violences survenues dans les républiques voisines, spécialement au Daghestan et en Ingouchie. Dans les années 2000, le phénomène terroriste a cessé d’être cantonné à la région du Caucase du Nord pour frapper de grandes métropoles russes, comme Moscou, Saint-Pétersbourg, mais aussi Volgograd¹⁵. Au plus fort de la guerre civile syrienne,

13. R. Dannreuther, « Russian Discourses and Approaches to Islam and Islamism », in R. Dannreuther et L. March (dir.), *Russia and Islam: State, Society and Radicalism*, Londres, Routledge, 2010, p. 9-25. Voir aussi : K. Aitamurto, « Protected and Controlled: Islam and "Desecularisation from Above" in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 68, n° 1, 2016, p. 182-202.

14. V. Malakhov et D. Letnyakov, « The Perception of Islam in Russia: The Comparative Dimension », *State, Religion and Church*, vol. 5, n° 2, 2018, p. 4-22.

15. E. C. Holland, F. D. W. Witmer et J. O’Loughlin, « The Decline and Shifting Geography of Violence in Russia’s North Caucasus, 2010-2016 », *Eurasian geography and economics*, vol. 58,

entre 3 500 et 5 000 citoyens de la Fédération de Russie se sont rendus sur place pour combattre dans les rangs de Daech ou d'Al-Qaïda. Les services de sécurité russes ont mené une politique de laisser-faire, allant même jusqu'à inciter les combattants à partir afin d'assécher les effectifs de l'Émirat du Caucase¹⁶. Le dernier grand attentat sur le sol russe s'est produit en 2017 dans le métro de Saint-Pétersbourg. Il a provoqué la mort de 15 personnes et une cinquantaine de blessés. Depuis, le terrorisme n'a pas disparu, notamment dans le Caucase du Nord, mais il semble s'être partiellement tari. Le pays a enregistré au moins quatre attaques terroristes individuelles en 2019, principalement dans le district fédéral du Sud et dans la région de Moscou¹⁷. Globalement, la baisse des violences commises au nom de l'islam au cours de la dernière décennie s'explique à la fois par la diminution des violences liées à Daech et à l'Émirat du Caucase sur le territoire russe, et par une plus grande efficacité des forces de l'ordre.

La législation anti-extrémiste russe, bien qu'elle ait progressivement affiné ses outils juridiques¹⁸, donne une définition très vague du concept d'« extrémisme ». Ce terme, parfois employé par le pouvoir pour cibler les opposants politiques, a été utilisé par les muftiats eux-mêmes comme un moyen de dénigrer leurs concurrents, y compris dans le Caucase du Nord¹⁹. Si le fait de qualifier les activités d'Al-Qaïda, de l'État islamique ou de l'Émirat du Caucase de « terroristes » ne soulève aucune objection, l'inclusion dans la même liste du Hizb ut-Tahrir a été considérée par certaines associations de défense des droits humains comme juridiquement infondée. Parti politique fondamentaliste international dont l'objectif déclaré est le rétablissement d'un califat mondial, le Hizb ut-Tahrir n'a jamais commis de violences. Cependant, la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par deux membres du groupe, a estimé que l'interdiction de ce mouvement par les autorités russes était justifiée, au motif que le Hizb ut-Tahrir appelle au renversement des systèmes

n° 6, 2017, p. 613-641. Voir aussi : J.-F. Ratelle et E. A. Souleimanov, « A Failed Counterinsurgency or a Model of Normalization? Making Sense of Chechenisation », *Europe-Asia Studies*, vol. 68, n° 8, 2016, p. 1287-1314.

16. J.-F. Ratelle, « Caucasian Foreign Fighters in Syria and Iraq: Understanding the Threat of Returnees in the North Caucasus », *Caucasus Survey*, vol. 4, n° 3, 2016, p. 218-238.

17. « Country Reports on Terrorism 2019: Russia », Département d'État américain, 2019, disponible sur : www.state.gov.

18. A. Verkhovskiy, « The State Against Violence in Spheres Related to Religion », in O. Olikier (dir.), *Religion and Violence in Russia: Context, Manifestations, and Policy*, Washington D.C., The Center for Strategic and International Studies, 2018, p. 11-42.

19. V. Bobrovnikov, « Islamofobiâ i religioznoe zakonodatel'stvo v Dagestane » [Islamophobie et législation religieuse au Daghestan], *Central Asia and Caucasus*, n° 8, 2000, www.ca-c.org.

politiques actuels et à l'instauration d'un régime dictatorial qui ne garantirait aucun droit démocratique²⁰.

Depuis, deux autres mouvements islamiques ont été classés comme extrémistes par la législation russe, alors qu'ils ne sont pas étiquetés comme tels dans de nombreux pays européens. Le premier est le Tablighi Jamaat, principal mouvement de prédication musulmane dans le monde, qui est piétiste et n'appelle à aucune violence. Le second est le réseau Nurcu (réunissant les disciples de Saïd Nursî et de Fethullah Gülen), qui n'est pas non plus connu pour sa violence mais s'est partiellement radicalisé lors de sa confrontation avec le régime d'Erdoğan en Turquie. À ces trois groupes visés par la législation russe, il convient d'ajouter plusieurs organisations de Tatars de Crimée. Ces dernières se sont retrouvées dans une situation difficile après l'annexion de la péninsule par la Russie en 2014 : elles n'ont eu que trois mois pour se débarrasser de toute littérature figurant sur la liste des ouvrages classés comme extrémistes en Russie, et plusieurs d'entre elles ont ensuite été condamnées à des amendes pour possession de livres interdits²¹.

Les institutions russes utilisent différentes définitions pour apprécier du caractère extrémiste d'un comportement ou d'un contenu. Le Service fédéral de sécurité (FSB) dispose d'une liste de mouvements interdits, tandis que le ministère de la Justice a ses propres listes d'organisations extrémistes, d'individus appartenant à ces organisations et de matériels (livres, brochures, articles en ligne, chansons et vidéos) qu'il considère comme extrémistes. L'incitation à la haine — appels à la violence interethnique ou au terrorisme — peut être poursuivie sur le fondement de plusieurs articles du Code pénal. Enfin, en 2012, le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse (Roskomnadzor) a lancé un mécanisme de filtrage de l'Internet basé sur un registre des sites Web interdits — principalement ceux qui diffusent des ouvrages non autorisés, dont une partie est islamique²².

20. A. Verhovskij, « Âvlâetsâ li Hizb ut-Tahrir êkstremitstkoj organizaciej ? » [Le Hizb ut-Tahrir est-il une organisation extrémiste ?], Centre SOVA, 10 avril 2006, disponible sur : www.sova-center.ru.

21. Voir, par exemple : « V Evpatorii sud oštrafoval imama za hranenie zaprešénnoj literatury » [À Evpatoria, un imam condamné à une amende pour possession de littérature interdite], Centre SOVA, 28 novembre 2016, disponible sur : www.sova-center.ru ; « Rukovoditel' džankojnskogo medrese oštrafovan za hranenie literatury » [Le directeur de la madrasa de Djankoï condamné à une amende pour possession de littérature], Centre SOVA, 27 août 2014, disponible sur : www.sova-center.ru.

22. Loi fédérale n° 139-FZ « Sur les amendements à la loi fédérale "Sur la protection des enfants contre les informations nuisibles à leur santé et à leur développement" et à certains actes législatifs de la Fédération de Russie », Kremlin, 30 juillet 2012, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

Les tableaux 1, 2 et 3 ci-dessous recensent les différentes procédures juridiques relatives à la participation à des organisations extrémistes et terroristes, ou à des discours et des matériaux extrémistes, entre 2016 et 2020. Ces données, recueillies par le Centre SOVA (basé à Moscou), présentent le nombre total de personnes, d'organisations et de matériels ayant fait l'objet d'une condamnation ; le nombre d'affaires liées à des musulmans ; et le nombre d'affaires où les juristes de SOVA considèrent la décision comme juridiquement infondée.

Comme on peut le constater, les musulmans étaient le principal groupe condamné pour participation à des organisations extrémistes et terroristes (principalement pour appartenance au Hizb ut-Tahrir et au Tablighi Jamaat) jusqu'en 2019, avant que leur proportion ne diminue. Les musulmans ne constituent qu'une petite partie des citoyens russes condamnés pour des discours extrémistes. La majorité de ce groupe est composée de Russes nationalistes, de néonazis et de suprémacistes blancs, dont l'expression est de plus en plus réprimée par le régime. Il en va de même pour la liste des œuvres interdites : les textes identifiés comme islamistes ne constituent qu'une petite partie de l'ensemble de la littérature interdite, celle-ci étant principalement composée de textes d'extrême droite.

Tableau 1. Nombre de citoyens condamnés pour participation à des organisations extrémistes et terroristes (2016-2020)

Année	Total	Musulmans	Parmi les cas musulmans, nombre de décisions considérées comme juridiquement infondées par SOVA
2016	61	41	37
2017	89	79	74
2018	91	76	76
2019	122	88	74
2020	124	44	38

Source : Centre SOVA.

Tableau 2. Nombre de citoyens russes condamnés pour propos extrémistes (2016-2020)

Année	Total	Musulmans	Parmi les cas musulmans, nombre de décisions considérées comme juridiquement infondées par SOVA
2016	254	16	4
2017	276	27	6
2018	238	14	2
2019	126	22	3
2020	136	41	12

Source : Centre SOVA.

Table 3. Liste fédérale des documents extrémistes sujets à interdiction (2016-2020)

Année	Total	En provenance des combattants islamiques	En provenance d'autres organisations musulmanes	Nombre de décisions considérées comme juridiquement infondées par SOVA
2016	785	69	18	7
2017	330	30	13	7
2018	466	43	61	22
2019	193	16	3	3
2020	139	15	1	0

Source : Centre SOVA.

Il ressort de l'analyse du Centre SOVA que la législation russe ne cible pas les institutions ou individus de confession musulmane plus que d'autres groupes russes considérés comme extrémistes – les organisations nationalistes russes peuvent être, à certaines occasions, davantage visées que les mouvements islamiques – mais que l'inclusion du Tablighi Jamaat et des partisans de Nurcu dans la liste des mouvements extrémistes est excessive et juridiquement infondée au regard des normes européennes.

Une autre forme de sécurisation de l'islam passe par les médias : les tabloïds russes, ainsi que les principales chaînes de télévision, en particulier des *talk-shows* spécialisés dans l'« *agitation* », amalgament volontiers l'islam, l'islamisme et les travailleurs

migrants²³. Plusieurs personnalités politiques russes alimentent ce type de discours, notamment le provocateur d'extrême droite Vladimir Jirinovski et l'ancien chef du parti Rodina (Patrie) Dmitri Rogozine, tous deux connus pour leurs prises de position ouvertement xénophobes et islamophobes²⁴.

Sécurisation socioculturelle : quelle place pour l'islam dans l'espace public ?

Le deuxième aspect de la sécurisation se déploie dans les débats animés qui portent sur la place à accorder à l'islam dans l'espace public russe²⁵. Ces débats couvrent un spectre très vaste, allant de discussions légitimes sur la meilleure façon de préserver l'équilibre entre l'expression de sentiments religieux et un cadre étatique laïc, jusqu'à des perceptions et attitudes dont l'islamophobie ne fait pas de doute.

En Russie, les données sur les violences antimusulmanes ne sont pas fiables, et ce pour deux raisons : premièrement, de nombreuses victimes ne signalent pas ces violences aux forces de l'ordre, surtout si elles ont été commises par la police ; deuxièmement, les statistiques disponibles font état de violences ethniques plutôt que de violences religieuses. En fonction des méthodes de calcul utilisées, les attaques perpétrées à l'encontre des personnes d'origine musulmane représentent entre 30 % et 60 % de l'ensemble des violences ethniques enregistrées par le Centre SOVA²⁶. Cependant, le pourcentage de violences explicitement religieuses – c'est-à-dire les cas où des commentaires islamophobes de la part des agresseurs ont été rapportés – est faible. Des actes de vandalisme sont régulièrement commis à l'encontre des lieux publics musulmans, principalement des cimetières ou des salles de prière, et des autodafés de Corans sont fréquents (on peine cependant à en estimer le nombre,

23. S. Hutchings et V. Tolz (dir.), *Nation, Ethnicity and Race on Russian Television. Mediating Post-Soviet Difference*, Londres, Routledge, 2015. Voir aussi : V. Tolz et Y. Teper, « Broadcasting Agitainment: A New Media Strategy of Putin's Third Presidency », *Post-Soviet affairs*, vol. 34, n° 4, 2018, p. 213-227.

24. Voir D. Strovsky, « Islam in the Russian Media », in G. Simons, E. Shiraev et M. Shterin (dir.), *Islam in Russia: Politics and Society at Home and Abroad*, à venir.

25. Cf. S. Ragozina, « Zašišaâ tradicionnyj' islam ot "radikal'nogo": Diskurs Islamofobii v rossijskikh SMI » [Protéger l'islam « traditionnel » contre l'islam « radical » : le discours islamophobe dans les médias russes], *Gosudarstvo, religiâ, cerkov' v Rossii i za rubežom*, vol. 2, n° 36, 2008, p. 272-299 ; M. Laruelle et N. Dina, « Islamophobia in Russia: Trends and Societal Context », in O. Olikier (dir.), *Religion and Violence in Russia: Context, Manifestations, and Policy*, Washington D.C., The Center for Strategic and International Studies, 2018, p. 43-63.

26. Des données plus spécifiques sur les attaques commises par les nationalistes radicaux au cours des dernières années sont disponibles dans les rapports annuels du Centre SOVA : www.sova-center.ru.

la justice russe ne fournissant aucune donnée à ce sujet), mais la majorité des commentaires islamophobes sont émis sur l'Internet, par des sites nationalistes russes.

Globalement, les analyses comparatives entre pays effectuées par le Pew Research Center montrent que la société russe est moins préoccupée par l'« extrémisme » que les sociétés européennes, et globalement moins islamophobe (mais plus xénophobe²⁷). Cela peut en partie s'expliquer par le fait que le contexte politique russe met l'accent sur le « séparatisme ethnique » plutôt que sur l'« extrémisme religieux ». Ce constat a été confirmé par les enquêtes menées par l'Institut Levada entre 2008 et 2012, dont il ressortait que les Russes classaient alors les islamistes derrière les insurgés tchéchènes, les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) parmi les « ennemis de la Russie²⁸ ». Les perceptions négatives de l'islam ont toutefois commencé à augmenter vers 2015, en lien avec les attentats terroristes de *Charlie Hebdo* et du Bataclan : cette année-là, la part des personnes interrogées ayant un sentiment positif à l'égard de l'islam a chuté à 8 % (contre 14 % en 2008), tandis que les perceptions négatives ont bondi à 50 % (contre 29 %)²⁹. La dernière enquête de l'Institut Levada dont nous disposons, réalisée fin 2017, indique que, cette année-là, l'islam bénéficiait d'une perception globalement positive – dans une moindre mesure que l'orthodoxie, mais davantage que le protestantisme.

Tableau 4. Sondage de l'Institut Levada, « Quelle est votre perception de l'islam ? » (2008-2017)

	2008	2017
Très positive	23 %	18 %
Plus ou moins positive	27 %	31 %
Ni positive, ni négative	32 %	31 %
Plus ou moins négative	6 %	10 %
Très négative	2 %	4 %

Source : Centre Levada, 23 janvier 2018, disponible sur : www.levada.ru.

À l'image des opinions publiques en Europe, l'opinion publique russe est divisée sur les questions sociétales liées à la visibilité de l'islam, les points les plus sensibles étant les tenues vestimentaires

27. J. Poushter, « Extremism Concerns Growing in West and Predominantly Muslim Countries », Pew Research Center, 16 juillet 2015, disponible sur : www.pewglobal.org.

28. *Obščestvennoe mnenie 2012*, Moscou, Centre Levada, 2012, p. 198.

29. « Terakt v Pariže : karikatury, islam, zaprety » [Attentat à Paris : caricatures, islam, interdictions], Centre Levada, 29 janvier 2015, disponible sur : www.levada.ru.

islamiques et l'édification de mosquées. Une enquête réalisée en 2015 par l'Institut Levada montre qu'environ trois quarts (74 %) des personnes interrogées ont une perception négative du *hidjab* (36 % y étant très opposées et 38 % plutôt opposées), la plus forte proportion de réactions négatives étant enregistrée à Moscou (91 %)³⁰. Plusieurs cas de discrimination à l'encontre de personnes identifiées comme musulmanes en raison de leur code vestimentaire ont été recensés dans les hôpitaux, sur les lieux de travail et dans les transports publics.

Toutefois, la controverse principale liée au code vestimentaire islamique est liée au port du *hidjab* dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. Comme dans le reste de l'Europe, la question du port du foulard par les jeunes filles à l'école est devenue un champ de bataille symbolique entre les normes laïques et les normes religieuses dans l'espace public. En Russie, aucune loi fédérale n'interdit le port du foulard dans les établissements scolaires. C'est donc aux autorités régionales ou locales, et parfois même aux directeurs d'école eux-mêmes, qu'il revient de trancher. Dans les régions traditionnellement musulmanes, la tolérance à l'égard du port du voile a toujours été plus élevée. Cependant, dans de nombreuses régions du pays, les filles portant un foulard se voient refuser l'entrée dans les salles de classe. Ce phénomène est devenu un problème récurrent dans plusieurs régions de Russie qui ne sont pas historiquement musulmanes mais qui accueillent aujourd'hui des communautés musulmanes relativement importantes, comme Stavropol, Volgograd et Oulianovsk, ainsi qu'au Tatarstan, où la population se répartit presque équitablement entre Russes ethniques et Tatars.

Comme en Europe, une autre question sensible a trait à la construction de nouvelles mosquées ou de nouvelles salles de prière. On manque de données complètes sur ce sujet, mais le Centre SOVA enregistre entre 6 et 14 cas de protestations par an autour d'un projet de nouvelle mosquée³¹. En 2015, l'Institut Levada a effectué un sondage sur la perception des nouveaux lieux de culte qui a mis en évidence l'écart existant entre le rapport aux lieux de culte orthodoxes et celui aux lieux de culte musulmans : 60 % des personnes interrogées déclaraient qu'elles accueilleraient très favorablement ou plutôt favorablement la construction d'une nouvelle église, alors que seulement 29 % exprimaient le même sentiment vis-à-vis d'une mosquée³².

30. « Rossiâne ne podderžali nošenje hidžabov v učebnyh zavedeniâh » [Les Russes sont opposés au port du *hidjab* dans les établissements d'enseignement], Centre Levada, 30 juin 2015, disponible sur : www.levada.ru.

31. Chiffres de fin novembre 2016.

32. « Terakt v Pariže : karikatury, islam, zaprety » [Attentat à Paris : caricatures, islam, interdictions], Centre Levada, *op. cit.*

L'édification de nouvelles mosquées donne lieu à deux types de problèmes : des conflits juridiques avec l'administration locale et des protestations de la part de certains segments de la population³³. L'opposition à l'édification de lieux de culte islamiques vient parfois des autorités locales, qui refusent de délivrer des permis de construire. Toutefois, le plus souvent, ce sont les habitants — fréquemment, mais pas systématiquement, aiguillonnés par certains groupes nationalistes — qui rejettent ces projets et font pression sur les responsables municipaux pour qu'ils suspendent la construction. L'exemple le plus frappant est probablement celui de Moscou, où l'on compte environ deux millions de musulmans, mais seulement cinq mosquées fonctionnelles. Le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a déclaré à plusieurs reprises que la ville disposait de suffisamment de lieux de prière destinés aux musulmans parce que la majorité de ces musulmans sont des migrants qui n'ont pas vocation à rester à Moscou³⁴. Pour « délocaliser » le problème, Sobianine a proposé de construire de nouvelles mosquées et salles de prière non pas dans la ville de Moscou elle-même, mais dans la région de Moscou, qui en compte aujourd'hui dix-neuf. Néanmoins, la Direction spirituelle des musulmans a souligné l'existence de tensions importantes dans les localités où était prévue la construction de mosquées, et très peu de nouveaux projets ont pu être menés à leur terme³⁵.

33. Pour plus de détails, se reporter aux rapports annuels du Centre Sova. Voir aussi : O. Sibireva, « Problemy realizacii svobody sovesti v Rossii v iûle-sentâbre 2016 goda » [Restrictions à la liberté de conscience en Russie sur la période juillet-septembre 2016], Centre SOVA, 3 novembre 2016, disponible sur : www.sova-center.ru.

34. « Sobânin : Mečetej v Moskve dostatočno » [Sobianine : il y a suffisamment de mosquées à Moscou], *Rosbalt*, 13 octobre 2015, disponible sur : www.rosbalt.ru.

35. « Musul'mane prosât u glavy Podmoskov'â mesto pod mečeti » [Les musulmans sollicitent auprès du gouverneur de la région de Moscou des terrains pour la construction de mosquées], *Rakhman*, 7 février 2013, disponible sur : <http://mro-rahman.ru>.

L'affirmation du caractère russe de l'islam

Il convient de contrebalancer cette tendance à la sécurisation en rappelant la disposition des institutions et des citoyens musulmans à mettre en avant leur « normalité » en tant que citoyens russes. Avant d'aborder le rôle central de l'islam dans les débats politiques et culturels de la Russie, il est nécessaire de mentionner les questions de terminologie qui imprègnent la question de la « russité » de l'islam. En russe, il existe deux termes qui se traduisent par « russe » : l'un (*ruskij*) fait référence à l'identité culturelle ; l'autre (*rossijskij*) à l'identité civique.

Au début des années 2000, Sergueï Kirienko, qui était alors le représentant du président dans le district fédéral de la Volga, et son équipe ont promu la notion d'islam russe (*ruskij islam*), au sens d'un islam de culture et de langue russes. Leur objectif était de souligner la bonne intégration de l'islam dans un cadre panrusse. Mais cette notion a été fortement critiquée par de nombreux dirigeants musulmans, en particulier dans les républiques ethniques, qui lui reprochaient de diluer les spécificités ethniques dans une culture russe plus englobante³⁶. Depuis, la notion d'islam de Russie, (*rossijskij islam*), a été diffusée par les muftiats comme un moyen de préserver le caractère multi-ethnique du pays tout en insistant sur la légitimité de la présence de l'islam en Russie. Pourtant, cette deuxième notion n'est pas non plus satisfaisante, car l'adjectif « *rossijskij* » est souvent associé à la période très décriée de la présidence de Boris Eltsine ou considéré comme une formulation bureaucratique dénuée de sens pour la grande masse des citoyens.

Les régions musulmanes, pierre angulaire du régime poutinien

Comme tout régime dit hybride, le régime russe a besoin du soutien populaire pour fonctionner et assurer sa légitimité sans recourir à un appareil répressif. La popularité du parti présidentiel, Russie unie, étant en déclin dans les principales villes de Russie, notamment à Moscou et à Saint-Pétersbourg, le régime doit de plus en plus compter

36. K. Graney, « "Russian Islam" and the Politics of Religious Multiculturalism in Russia », in D. Ariel et B. A. Ruble (dir.), *Rebounding Identities: The Politics of Identity in Russia and Ukraine*, Washington D.C., Woodrow Wilson Center Press, 2006, p. 89-115.

sur la « périphérie », c'est-à-dire les régions rurales et les républiques ethniques³⁷.

Parmi celles-ci, les républiques musulmanes semblent avoir une importance disproportionnée pour la stabilité électorale du régime³⁸. En examinant les résultats des élections présidentielles (2000, 2004, 2008, 2012, 2018), des élections législatives (2003, 2007, 2011, 2016) et du référendum constitutionnel de juillet 2020, Samuel Sorokine conclut que les six principales républiques musulmanes — Tchétchénie, Ingouchie, Daghestan, Kabardino-Balkarie, Tatarstan et Bachkortostan — votent en moyenne à 84 % en faveur du président et de Russie unie. Lors des quatre dernières élections présidentielles, Vladimir Poutine (Dmitri Medvedev en 2008) a obtenu en moyenne 88,5 % des suffrages exprimés dans ces républiques, contre 67 % à l'échelle nationale, tandis qu'aux élections législatives, Russie unie y a récolté en moyenne 79,5 % des voix, contre 55,86 % à l'échelle nationale³⁹. Les républiques musulmanes font ainsi partie de la colonne vertébrale du régime, et jouent un rôle central pour assurer sa légitimité électorale. Ces « sultanats », pour reprendre l'expression de Dmitri Orechkine⁴⁰, se caractérisent par un mélange de pratiques frauduleuses massives lors des élections, l'utilisation de « ressources administratives » pour faire pression sur la population afin qu'elle se déplace aux urnes et qu'elle vote « correctement », et le soutien populaire aux détenteurs du pouvoir, souvent avec l'idée implicite que la politique est un échange de bons procédés (« nous les soutenons, ils répondront à nos besoins »).

L'importance des régions musulmanes est également liée à la nature fédérale de la Russie. Sous Vladimir Poutine, le pays a connu une recentralisation et de nombreux éléments de son fédéralisme — politique fiscale décentralisée, droit à l'enseignement dans les langues nationales, etc. — ont été partiellement abolis. Si la question de l'enseignement des langues nationales a été à l'origine de certaines tensions, notamment au Tatarstan⁴¹, un fédéralisme informel subsiste dans le système judiciaire dans le Caucase du Nord. On le constate non seulement en Tchétchénie, dont le statut exceptionnel hors du

37. K. Rogov, « Administrative Mobilization and the Dynamics of Electoral Manipulations on Putin's Presidential Election », *PONARS Eurasia Policy Memo*, 20 août 2018, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

38. T. Gerber, « Political and Social Attitudes of Russia's Muslims: Caliphate, Kadyrovism, or Kasha ? » *PONARS Eurasia Policy Memo*, 5 avril 2017, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

39. S. A. Sorokin, « Eurasianism and Political Islam in Russia: Ethnoreligious Identities in Transformation, 1990-2020 », thèse de doctorat, European University Institute, 2021, p. 266.

40. D. Oreškin, « Resurs dlâ èlektoral'nyh sultanatov » [Les ressources pour les sultanats électoraux], Conseil pour la politique étrangère et de défense (SVOP), 9 juin 2017, disponible sur : <http://svop.ru>.

41. G. Yusupova, « Why Ethnic Politics in Russia Will Return », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 584, 26 mars 2019, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

cadre juridique russe est bien connu et explicable pour des raisons historiques et politiques, mais aussi dans l'ensemble de la région.

Le droit coutumier régional (*adat*), ainsi que, dans certains cas, la charia sont de plus en plus acceptés comme partie intégrante d'un système juridique informel alternatif aux tribunaux officiels, considérés comme lents et corrompus⁴². La pratique des mariages religieux (*nikah*) non déclarés aux autorités de l'État est elle aussi devenue courante : il s'agit d'un moyen de contourner la législation russe, qui ne reconnaît pas la polygamie. En 2020, la Direction spirituelle des musulmans de Russie, basée à Moscou, a même publié une interdiction du mariage entre hommes musulmans et femmes non musulmanes — une décision qui a toutefois été critiquée par de nombreuses autres institutions islamiques comme allant à l'encontre de l'harmonie nationale du pays⁴³. De toute évidence, ces tendances sont en décalage par rapport à la vision occidentalocentrée du fédéralisme compris comme décentralisation démocratique, mais elles s'inscrivent dans l'héritage impérial du pluralisme judiciaire, qui date de plusieurs siècles et dont l'influence demeure sensible à ce jour.

L'islam, partie intégrante du « tournant conservateur » du régime

Pour le pouvoir russe, les républiques musulmanes ne constituent pas seulement une réserve de voix garantie lors des élections. Elles jouent également un rôle clé dans l'institutionnalisation progressive des valeurs conservatrices mise en œuvre par le régime, un phénomène qu'elles soutiennent et, parfois, alimentent.

Comme détaillé dans un article de l'Ifri⁴⁴ en 2017, l'idéologie élaborée par Ramzan Kadyrov à la tête de la Tchétchénie a su mêler, d'une part, un patriotisme militant faisant l'apologie du président Poutine et des références classiques à la Russie en tant que pays orthodoxe et ethniquement slave et, d'autre part, un islam ultraconservateur inspiré par le puritanisme islamique et un fort anti-occidentalisme. Cet islam — quoique présenté par le régime de Grozny comme étant traditionnel et inspiré à la fois du folklore tchétchène et de la tradition soufie — se distingue de l'islam traditionnel officiel de Russie par son interprétation ultraconservatrice des normes religieuses. Il n'est pas salafiste, dans le sens où il ne se limite pas exclusivement au Coran et aux hadiths du

42. E. Lazarev, « Laws in Conflict: Legacies of War, Gender, and Legal Pluralism in Chechnya », *World Politics*, vol. 71, n°4, 2019, p. 667-709.

43. « Mixed Marriage Ban for Russian Muslims Sparks Backlash », *The Moscow Times*, 12 novembre 2020, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

44. M. Laruelle, « Kadyrovism: Hardline Islam as a Tool of the Kremlin ? », *Russie.Nei.Visions*, No. 99, Ifri, mars 2017, disponible sur : www.ifri.org.

prophète Mahomet, mais il prétend s'inspirer de la charia sur les questions de mœurs : la consommation d'alcool est étroitement surveillée, les jeux d'argent sont officiellement proscrits, la diffusion de la musique occidentale est contrôlée. Dans le cadre d'un programme dit de « moralisation », le port du voile est désormais quasi obligatoire pour les femmes dans les lieux publics. Kadyrov lui-même a déclaré publiquement que les femmes étaient inférieures aux hommes, a demandé que les crimes d'honneur soient légalisés et s'est prononcé en faveur de la polygamie.

Même si on laisse de côté le cas extrême du kadyrovisme, l'islam de Russie salue sans réserve le « tournant conservateur » du régime. Malgré l'absence de données sociologiques complètes, nous savons que les citoyens russes qui s'identifient comme musulmans sont plus nombreux à croire en l'existence de Dieu que ceux qui s'identifient comme chrétiens orthodoxes⁴⁵. Les musulmans du Caucase du Nord sont statistiquement beaucoup plus susceptibles que le reste de la population de s'opposer au financement étranger des organisations non gouvernementales (ONG) nationales qui supervisent les élections ou travaillent sur les questions environnementales, ainsi que d'exprimer leur antipathie à l'égard des homosexuels⁴⁶. De même, une enquête réalisée au printemps 2021 confirme que les habitants du Caucase du Nord sont les plus fervents partisans du mariage hétérosexuel⁴⁷.

Les muftiats jouent un rôle actif dans la promotion de ces valeurs traditionnelles. La Direction spirituelle des musulmans du Bachkortostan a par exemple lancé des « cours de préparation à la vie familiale » dispensés dans les mosquées aux jeunes en âge de se marier⁴⁸. Les muftiats se sont également fait entendre lors des discussions sur les amendements constitutionnels de 2020, afin de s'assurer que le mariage hétérosexuel soit inscrit dans la Constitution. Le chef de la Direction spirituelle des musulmans du Tatarstan, Kamil Samigouline, a par exemple déclaré que la Constitution russe devrait renforcer les « valeurs morales traditionnelles », au premier rang

45. « Verhovenstvo Prava » [L'État de droit], Centre Levada, 20 mai 2020, disponible sur : www.levada.ru.

46. T. Gerber, « Political and Social Attitudes of Russia's Muslims », *op. cit.*

47. « LEGITRUSS: Values-Based Legitimation in Authoritarian States: Top-Down versus Bottom-Up Strategies—The Case of Russia », financé par le Research Council of Norway, projet n° 300997.

48. « Sovremennâ sem'â trebuet novyh podhodov dlâ eë sohraneniâ. Pri mečetâh načnut dejstvovat' komnaty semejnoj konsul'tacii » [De nouvelles approches s'imposent pour assurer la préservation des familles d'aujourd'hui. Les mosquées ouvrent des services de consultation familiale], Direction spirituelle des musulmans de la République du Bachkortostan, 20 août 2021, disponible sur : <https://dumrb.ru>.

desquelles l'affirmation qu'une famille ne peut être constituée que « par l'union d'un homme et d'une femme⁴⁹ ».

Un sondage effectué auprès de 3 000 personnes en 2016 par un groupe de chercheurs de l'Académie d'économie nationale et d'administration publique (RANEPA, anciennement RANKhiGS) et de l'Institut Gaïdar pour la politique économique au Daghestan nous offre en outre un aperçu — même s'il n'est peut-être pas représentatif — des valeurs morales de la population daghestanaise. Il montre notamment que la pratique religieuse est plus répandue chez les jeunes générations que chez les générations plus âgées. Parmi les différences les plus marquantes entre les Daghestanais et la plupart des Russes, on constate une forte division sexuée du travail (seuls 7 % des hommes ayant des enfants en bas âge accepteraient de laisser leur femme travailler, même si les enfants étaient gardés par leurs grands-parents pendant ce temps) et un niveau plus élevé d'homophobie (94 %)⁵⁰.

La russification théologique de l'islam de Russie

La russification de l'islam se manifeste également à un niveau plus théologique. La gestion par l'État russe de l'islam — et, de fait, de toutes les religions — est un héritage du cadre établi à l'époque de l'URSS. Le régime soviétique, autoritaire et athée, voyait dans les religions une source potentielle de contestation de sa légitimité idéologique⁵¹. Aujourd'hui, le système russe reconnaît quatre grandes religions — l'orthodoxie, l'islam, le bouddhisme et le judaïsme — qualifiées de « traditionnelles » pour le pays, et leur octroie donc des droits étendus. Elles participent notamment à un Conseil interreligieux des religions traditionnelles. En revanche, les religions définies comme « non traditionnelles » doivent se soumettre à des procédures plus complexes pour obtenir une reconnaissance administrative. La dichotomie entre « traditionnel » et « non traditionnel » s'est largement répandue, s'imposant à la fois comme un élément d'auto-identification pour les communautés et les individus, et comme un moyen de régulation des conflits intra-communautaires, dans la mesure où elle permet d'excommunier des

49. « Konstitucii hotât dobavit' duhovnosti » [Une dimension spirituelle devrait être ajoutée à la Constitution], *Kommersant*, 30 janvier 2020, disponible sur : www.kommersant.ru.

50. I. Starodubrovskaâ, E. Lazarev et E. Varšaver, « Cennosti dagestanskih musul'man: čto pokazal opros » [Les valeurs des musulmans du Daghestan : ce que dit l'enquête], *Kavkazkij Uzel*, 2016, disponible sur : www.kavkaz-uzel.eu.

51. K. Aitamurto, « Discussions About Indigenous, National and Transnational Islam in Russia », *Religion, State and Society*, vol. 47, n° 2, 2019, p. 198-213 ; K. Aitamurto, « The Approved and the Disapproved Islam in Russia », in G. Simons et D. Westerlund (dir.), *Religion, Politics and Nation-Building in Post-Communist Countries*, Londres, Routledge, 2015.

concurrents et des ennemis idéologiques pour non-conformité à l'« islam traditionnel⁵² ».

La notion d'« islam traditionnel » a été conceptualisée par les théologiens musulmans eux-mêmes, notamment par le Tatar Valioulla Iakoupov (1963-2012). De manière générale, l'islam traditionnel implique la loyauté envers l'État russe, le patriotisme civique et l'acceptation de la multiconfessionnalité de la Russie ; l'adhésion au hanafisme et à ses *madhhab* ; la reconnaissance du fait que l'islam est lié à des caractéristiques ethniques ; et la valorisation des traditions soufies⁵³. Cette définition trouve son origine dans les débats théologiques qui ont eu lieu au sein de la Direction spirituelle à l'époque soviétique, lorsque des théologiens représentant des obédiences concurrentes (hanafite, soufie, chaféite, hanbalite...) ont entrepris de conceptualiser ce qui était acceptable dans le cadre soviétique et ce qui devait être rejeté comme étranger⁵⁴.

Aujourd'hui, toutes les versions non conformes ou non traditionnelles de l'islam sont regroupées sous l'étiquette « salafiste » (laquelle a dernièrement supplanté le terme « wahhabisme »). Conformément à cette interprétation, l'islam non conforme est nécessairement considéré comme « étranger » (arabe, turc, pakistanais...) et politiquement dangereux s'il n'est pas reconnu par les muftiats. Cela a conduit à l'amalgame de plusieurs groupes distincts : la très petite minorité d'individus enclins à la violence terroriste pour des raisons religieuses ou autres ; ceux qui appellent à faire de l'islam une idéologie politique (pas nécessairement par la violence) ; et ceux qui promeuvent une lecture littérale du Coran (les salafistes), pensant que la société s'islamiserait d'elle-même progressivement et pacifiquement.

Bien que nous ne disposions pas de données statistiques approfondies, les recherches menées auprès de différentes communautés musulmanes de Russie semblent confirmer une polarisation croissante entre deux interprétations de l'islam. D'un côté, l'« islam traditionnel » promu par les institutions publiques et les Directions spirituelles, qui se traduit par la transmission familiale de pratiques religieuses, culturelles et ethniques, notamment l'observation des fêtes traditionnelles (l'Aïd al-Adha, ou *Kurban*

52. R. Bekkin, « People of Reliable Loyalty... », *op. cit.*

53. A. K. Bustanov et M. Kemper (dir.), *Russia's Islam and Orthodoxy Beyond the Institutions: Languages of Conversion, Competition and Convergence*, Londres, Routledge, 2020, p. 819-828. Voir aussi : L. Almazova et A. Akhunov, « In Search of "Traditional Islam" in Tatarstan: Between National Project and Universalist Theories », *Context. Časopis za interdisciplinarnu studiju*, vol. 6, n° 1, 2019, p. 11-46 ; et L. Di Puppo et J. Schmoller, « Here or Elsewhere: Sufism and Traditional Islam in Russia's Volga-Ural Region », *Contemporary Islam*, vol. 14, n° 2, 2020, p. 135-156.

54. E. Tasar, *Soviet and Muslim: The Institutionalization of Islam in Central Asia*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

bayram en russe, et l'Aïd al-Fitr, ou *Uraza bayram*) et des rituels du cycle de la vie (naissances, mariages, funérailles). De l'autre côté, une pratique plus individualisée, déconnectée des traditions familiales et des origines ethniques, et fondée sur l'enseignement dispensé par des prédicateurs, souvent informels, ne disposant pas d'une légitimité institutionnelle nationale. Cette seconde interprétation contredit l'idée d'après laquelle l'islam s'inscrit dans les cultures ethniques ; elle tend donc à être considérée par l'État russe et les institutions islamiques officielles comme une tendance « dangereuse ». Paradoxalement, la stratégie des muftiats consistant à élaborer un « islam correct » a conduit à la « sunnification » de certains segments de l'islam russe, c'est-à-dire à la structuration progressive d'un islam plus doctrinal susceptible de contester la légitimité des muftiats lors de conflits théologiques⁵⁵.

Cette dichotomie « traditionnel »/« non traditionnel » a également façonné la vision qu'a l'État russe de l'éducation islamique. Cette vision est similaire à celle de l'État français qui s'efforce de forger un « islam de France » au sein duquel la religion et le patriotisme civique seraient non seulement compatibles mais intimement liés. Au début des années 1990, la Russie était largement ouverte aux influences religieuses étrangères émanant de mouvances prosélytes protestantes ou de mouvements islamiques, mais cette parenthèse s'est rapidement refermée en raison, respectivement, des protestations de l'Église orthodoxe russe contre les activités des autres confessions chrétiennes et de la guerre en Tchétchénie. Les organes de l'État ont alors commencé à surveiller de très près le financement étranger de nouvelles mosquées, et les écoles ouvertes par le mouvement soufi Sulaymaniye ou le mouvement Nurcu ont été fermées au début des années 2000.

Depuis lors, l'État s'efforce de prendre le contrôle de l'éducation islamique afin de superviser la construction théologique d'un islam russe. En 2005, le ministère de l'Éducation a lancé un « Programme d'aide au développement de l'éducation religieuse, principalement l'éducation musulmane ». Dans ce cadre, plus de 4 milliards de roubles ont été alloués au développement de l'éducation islamique en Russie jusqu'en 2020⁵⁶. Si l'État et les Directions spirituelles ont repris le contrôle de processus administratifs tels que le financement des mosquées et la nomination des imams, l'influence étrangère dans le domaine de l'éducation islamique a été plus difficile à juguler. Aujourd'hui, les diplômés russes de centres d'enseignement de l'islam

55. L. Di Puppò, « The Paradoxes of a Localised Islamic Orthodoxy: Rethinking Tatar Traditional Islam in Russia », *Ethnicities*, vol. 19, n° 2, 2019, p. 311-334.

56. L. Almazova, « Mobile Actors in the Islamic Education of Post-Soviet Tatarstan », in M. Laruelle et J. Schmoller (dir.), *Cultures of Islam: Vernacular Traditions and Revisionist Interpretations Across Russia*, Washington D.C., GWU Central Asia Program, 2021, p. 21-36.

situés à l'étranger (Égypte, Turquie, Arabie saoudite, Jordanie, Syrie, Maroc, Tunisie, Malaisie, Indonésie) jouent un rôle croissant dans le système russe d'éducation islamique. Ici aussi, les données nous manquent. Celles recueillies par Leïla Almazova au Tatarstan montrent que 45 % des personnes qui dispensent des cours de religion et de langue arabe à l'Institut islamique russe sont diplômées de programmes étrangers. Il en va de même pour 70 % des enseignants à l'Université islamique de Kazan et jusqu'à 90 % des enseignants à l'Académie islamique de Bolgar. Les autres se sont formés soit en Russie, soit en Ouzbékistan, à la madrasa Mir-i Arab de Boukhara, centre historique du savoir islamique de la région post-soviétique⁵⁷.

Orthodoxie et islam : un partenariat œcuménique

Le conservatisme des régions à majorité musulmane se reflète dans la coopération croissante entre l'Église orthodoxe russe et les muftiats⁵⁸. Ces derniers acceptent et même revendiquent leur statut de *secundus inter pares* derrière l'Église orthodoxe russe⁵⁹. Les muftiats semblent chercher à se positionner comme une « Église nationale de l'islam⁶⁰ », c'est-à-dire comme un analogue islamique de l'Église orthodoxe russe qui serait un intermédiaire institutionnel unique entre le corps des croyants et l'État séculier. Le muftiat de Moscou a publié un texte intitulé « Doctrine sociale des musulmans de Russie », inspiré de la Doctrine sociale de l'Église orthodoxe russe, qui explique qu'être un « bon musulman » signifie être un citoyen loyal d'un État russe laïc. L'Église orthodoxe russe et les muftiats soutiennent tous deux le tournant conservateur de la politique intérieure de la Russie ainsi que sa réaffirmation sur la scène internationale : si la position des muftiats sur le Moyen-Orient est plus nuancée, ils partagent la critique faite par l'Église orthodoxe russe de l'Occident et du libéralisme⁶¹.

Plus qu'une simple coopération pragmatique entre les deux religions, on assiste à une sorte de convergence de l'islam russe avec la politique de l'Église orthodoxe, laquelle fait la part belle aux

57. *Ibid.*

58. Les autorités spirituelles représentant le judaïsme et le bouddhisme coopèrent également avec l'Église orthodoxe russe.

59. G. Sibgatullina, « The Muftis and the Myths: Constructing the Russian "Church for Islam" », *Journal of Religion in Europe* (à venir).

60. Cette notion a été introduite pour la première fois par R. D. Crews dans *Prophet and Tsar: Islam and Empire in Russia and Central Asia*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

61. A. K. Bustanov et M. Kemper, « Russia's Islam and Orthodoxy Beyond the Institutions: Languages of Conversion, Competition and Convergence », *Islam and Christian-Muslim Relations*, vol. 28, n° 2, 2017, p. 129-139.

symboles. Le mufti en chef de la Direction spirituelle centrale des musulmans de Russie basée à Oufa, Talgat Tadjouddine, n'a jamais caché son amitié pour l'ancien patriarche Alexeï II, qu'il considérait comme « le chef spirituel suprême du pays⁶² ». Il s'est arrogé pour sa part le titre de « mufti de toute la Russie », un rappel évident du titre de son homologue orthodoxe, « patriarche de Moscou et de toute la Russie ». De même, il s'est publiquement livré à une version « musulmane » de certains rituels orthodoxes, comme l'aspersion d'objets avec de l'eau bénite⁶³, et a utilisé, à plusieurs reprises, l'expression « Sainte Russie ». En 2015, en pleine polémique sur l'impact de la propagande de Daech, Tadjouddine est allé jusqu'à dire que « les musulmans de Russie ont déjà un califat : la Sainte Russie⁶⁴ ». Selon Gulnaz Sibgatoullina, dans la mesure où l'islam est interprété à l'aide d'un vocabulaire chrétien orthodoxe et de plus en plus en langue russe, il existe une convergence croissante entre les deux confessions y compris au niveau sémantique⁶⁵.

Les muftiats emboîtent également le pas à l'Église orthodoxe russe dans sa remise en cause progressive des principes laïcs de l'État. L'Église orthodoxe russe affirme de plus en plus explicitement son ambition d'être reconnue comme un partenaire clé dans toute interaction entre l'État et la société, et son aspiration à s'implanter dans les institutions séculaires de l'État⁶⁶. L'Église est déjà présente au sein du ministère de la Défense, du complexe militaro-industriel et de l'armée⁶⁷, ainsi que dans le système pénitentiaire, mais elle n'a pas encore réussi à s'imposer entièrement aux institutions éducatives. L'introduction d'un cours de fondements de la culture orthodoxe, dans le contexte du vaste programme intitulé « Fondements des cultures religieuses et de l'éthique laïque », a déçu les attentes de l'Église. En 2017-2018, parmi les options proposées par le programme, un peu plus d'un tiers des familles russes (37 %) ont choisi le cours sur l'orthodoxie, tandis que 42 % ont opté pour l'éthique séculière et 17 % pour les cultures religieuses du monde.

62. Mentionné dans N. K. Gvosdev, « The New Party Card ? Orthodoxy and the Search for Post-Soviet Russian Identity », *Problems of Post-Communism*, vol. 24, n° 6, 2000, p. 29-38.

63. T. Rahmatullin, « Ĉem otličilsâ Talgat Tadžuddin za 40 let ? » [Qu'a fait Talgat Tadjouddine en 40 ans ?], *Real'noe vremâ*, 19 juin 2020, disponible sur : <https://realnoevremya.ru>.

64. « Tadžuddin anonsiroval halifat "Svâtaâ Rus" » [Tadjouddine annonce la création du califat « Sainte Russie »], *Islamnews.ru*, 10 novembre 2015, disponible sur : <https://islamnews.ru>.

65. G. Sibgatoullina, *Languages of Islam and Christianity in Post-Soviet Russia*, Leiden, Brill Rodopi, 2020 ; A. K. Bustanov et M. Kemper, « Russia's Islam and Orthodoxy Beyond the Institutions », op. cit.

66. A. Agadjanian, « Tradition, Morality and Community: Elaborating Orthodox Identity in Putin's Russia », *Religion, State and Society*, vol. 45, n° 1, 2017, p. 39-60 ; K. Stoeckl, « Russian Orthodoxy and Secularism », *Brill Research Perspectives in Religion and Politics*, vol. 1, n° 2, 2020, p. 1-75.

67. D. Adamsky, *Russian Nuclear Orthodoxy: Religion, Politics, and Strategy*, Stanford, Stanford University Press, 2019.

39 % des familles résidant dans le district fédéral du Caucase du Nord ont donné la préférence au cours sur la culture islamique⁶⁸.

Chaque fois que l'Église orthodoxe russe a le sentiment que les valeurs qu'elle promeut sont attaquées par les segments laïcs ou libéraux de la société, elle peut compter sur le soutien des muftiats, un allié fidèle des nouvelles guerres culturelles. En 2017, par exemple, les institutions musulmanes ont épaulé les radicaux orthodoxes dans leurs attaques visant le film *Matilda*. Ce long-métrage très médiatisé dépeint l'histoire d'amour (bien documentée) entre le jeune Nicolas II, qui n'était encore qu'un tsarévitch à l'époque, et la ballerine Mathilde Kschessinska. Puisqu'il évoquait la sexualité du futur tsar (une sexualité vécue, de surcroît, avec une autre femme que sa future épouse), plusieurs personnalités de l'Église ont soutenu que le film était blasphématoire et ont appelé les croyants à prier pour qu'il soit interdit, même si le Patriarcat n'a fait aucune déclaration officielle à ce sujet. Les autorités musulmanes ont pris l'accusation de blasphème très au sérieux et sont allées plus loin que de nombreuses régions russes : la République autonome du Tatarstan a interdit le film dans les salles publiques (mais pas dans les salles privées)⁶⁹, tandis que les autorités de la Tchétchénie et du Daghestan, avec le soutien du grand mufti de Moscou, Albir Krganov, ont demandé que le film soit interdit dans leurs républiques et ont réclamé le tournage d'un autre film qui montrerait le dernier tsar sous un meilleur jour⁷⁰.

En quête de nouveaux modèles politiques islamiques adaptés aux débats identitaires russes

La consensualité de la Russie et de l'islam fait aussi l'objet de projets intellectuels, où la Russie est envisagée comme une terre d'expérimentation pour de nouveaux modèles politiques combinant des références à l'islam et des éléments culturels considérés comme primordiaux pour l'identité russe. Le concept d'Eurasie a été le slogan le plus fréquemment employé pour façonner une idéologie nationale inclusive englobant à la fois les identités musulmanes au niveau local et le thème panrusse de la défense de l'unicité culturelle et politique de la Russie face à l'Occident.

68. O. Iakimova, « A Decade of Religious Education in Russian Schools: Adrift Between Plans and Experiences », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 676, novembre 2020, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

69. « Territoriâ "Matil'dy": gde možno i gde nel'zâ smotret' fil'm v Rossii. Karta » [Le territoire de *Matilda* : où est-il autorisé de voir le film en Russie, et où est-ce interdit ? Carte], *Meduza*, 10 août 2017, disponible sur : <https://meduza.io>.

70. « Muftij Moskvy predložil snât' blokaster o Nikolae II v otvet na "Matil'du" » [Le mufti de Moscou propose de tourner un film à gros budget sur Nicolas II en réponse à *Matilda*], *Interfax*, 9 août 2017, disponible sur : www.interfax.ru.

Déjà à la fin de l'ère soviétique, sous Brejnev, la Direction spirituelle des musulmans avait cherché à créer un modèle d'islam soviétique qui rendrait l'islam et le communisme compatibles en mettant l'accent sur la justice et l'harmonie sociales, ainsi que la paix mondiale⁷¹. Ce serait une erreur de dénigrer cette construction en la qualifiant de pure propagande : pour de nombreux musulmans, les réalités musulmanes (au sens de l'« islam traditionnel ») et soviétiques étaient effectivement compatibles. Dans les années 1970, l'organisation clandestine « Renaissance islamique », qui s'est développée au Tadjikistan avant de se propager dans différentes zones musulmanes de l'URSS et de devenir un parti politique en 1990, a diffusé dans toute l'Union soviétique l'idée d'une révolution islamique⁷². Combinant des courants idéologiques divers inspirés par la révolution iranienne, les Frères musulmans ou encore l'islamisme turc, le Parti de la renaissance islamique s'est rapidement effondré, mais bon nombre de ceux qui ont par la suite tenté d'élaborer un projet islamique pour la Russie sont passés par ses rangs.

Dans les années 1990, en accord avec les tendances libérales de l'ère eltsinienne, le Tatarstan a pris l'initiative de promouvoir un « euro-islam » (*evro-islam*), c'est-à-dire un islam qui s'intégrerait harmonieusement dans le paradigme pro-européen des élites russes de l'époque tout en soulignant le caractère unique de la région Volga-Oural dans la construction fédérale russe. Le mouvement n'a pas réussi à susciter un soutien significatif en dehors du monde tatar et a été considéré par de nombreuses personnalités musulmanes comme trop russifié, pro-occidental et tatarocentrique pour être légitime⁷³. Au début des années 2000, le muftiat de Moscou a eu recours à la théorie de l'« humanisme coranique » lancée par Taoufik Ibragim, un universitaire de l'Académie des sciences russe, pour plaider en faveur d'un islam libéral universel mais, là aussi, le projet a échoué⁷⁴. Ni l'euro-islam, ni « l'humanisme coranique » n'ont recueilli une adhésion massive des musulmans de Russie. Ils n'ont pas non plus bénéficié d'un soutien politique suffisant au niveau fédéral pour être imposés d'en haut.

71. E. Tasar, *Soviet and Muslim*, op. cit.

72. T. Epkenhans, « The Islamic Revival Party of Tajikistan: Episodes of Islamic Activism, Postconflict Accommodation, and Political Marginalization », *Central Asian Affairs*, vol. 2, n° 4, 2015, p. 321-346.

73. K. Matsuzato, « The Regional Context of Islam in Russia: Diversities along the Volga », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 47, n° 4, 2006, p. 449-461 ; K. Matsuzato (dir.), *Islam ot Kaspiâ do Urala : Makroregional'nyj podhod*, Sapporo et Moscou, Rossijskaâ političeskaâ enciklopediâ, 2007.

74. M. Kemper et G. Sibgatullina, « Liberal Islamic Theology in Conservative Russia: Taufik Ibragim's "Qur'anic Humanism" », *Die Welt des Islams*, mars 2021, disponible sur : <https://brill.com>. Voir aussi : R. Bekkin, « The Renovationist Movement in Contemporary Russian Islam », *Context*, vol. 6, n° 1, 2019, p. 65-90.

Au cours de la longue présidence de Vladimir Poutine, ces conceptions ont pris une tournure anti-occidentale et nationaliste plus marquée. Outre le kadyrovisme, on peut identifier au moins trois constructions idéologiques auxquelles les penseurs musulmans ont apporté une contribution significative. La première est sans doute celle que les autorités publiques ont le plus reprise à leur compte, tandis que la deuxième et la troisième sont beaucoup plus marginales. Toutefois, les données statistiques qui permettraient d'appréhender leur véritable représentativité manquent.

1. Un eurasisme classique fondé sur l'idée d'une civilisation eurasiennne commune façonnée au début du Moyen Âge par un mélange entre orthodoxie et islam (et plus spécifiquement par une fusion slave-turcique). Cette civilisation eurasiennne serait fondamentalement conservatrice et déterminée à résister à la mondialisation libérale et à l'uniformisation culturelle imposée par l'Occident. Ce récit a été décliné sous plusieurs formes. La première est centrée sur la Volga et l'Oural : dans les années 1990, Talgat Tadjouddine a redonné vie à l'idée selon laquelle le Tatarstan aurait été originellement peuplé de Bolgars (des convertis à l'islam qui vivaient pacifiquement aux côtés des Russes) et non d'envahisseurs tataro-mongols venus de l'Est. Dans les années 2000, Tadjouddine s'est associé au principal idéologue néo-eurasiste, Alexandre Douguine, en rejoignant son parti Eurasie, puis son Mouvement international eurasiste, mais cette alliance n'a pas produit de mouvance eurasiste musulmane légitime susceptible de gagner une large popularité⁷⁵.

Le deuxième récit, lancé par le concurrent de Tadjouddine, Ravil Gainoutdine, et son jeune adjoint, Damir Moukhetdinov (né en 1977), a eu plus de succès à deux égards : à la différence du premier, il n'était plus centré sur la région Volga-Oural, optant pour un discours eurasiste musulman panrusse, et il s'est dissocié de Douguine pour adopter la notion d'Eurasie formulée par le Kremlin⁷⁶. Depuis lors, Gainoutdine et Moukhetdinov affirment haut et fort que les musulmans de Russie constituent le « fondement eurasiennne de la civilisation russe » et que l'Union économique eurasiennne est une « Union musulmane⁷⁷ ». Ils ont ajusté leur discours pour le mettre en adéquation avec l'agenda anti-occidental du Kremlin : Moukhetdinov dépeint par exemple la communauté musulmane de Russie comme étant fondée sur

75. D. Shlapentokh, « Islam and Orthodox Russia: From Eurasianism to Islamism », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 41, 2008, p. 27-46.

76. M. Kemper, « Mufti Ravil Gainutdin: The Translation of Islam Into a Language of Patriotism and Humanism », in A. K. Bustanov et M. Kemper (dir.), *Islamic Authority and the Russian Language: Studies on Texts From European Russia, the North Caucasus and West Siberia*, Amsterdam, Pegasus, 2012, p. 105-141. M. Kemper, « Religious Political Technology: Damir Mukhetdinov's "Russian Islam" », *Religion, State and Society*, vol. 47, n° 2, 2019, p. 214-233.

77. G. Sibgatullina et M. Kemper (dir.), *The Imperial Paradox: Islamic Eurasianism in Contemporary Russia*, Berlin, Frank & Timme, 2019.

« l'antimondialisme, la défense des valeurs traditionnelles, le multiculturalisme traditionnel et le conservatisme modéré⁷⁸ ».

2. Un eurasisme islamique révolutionnaire, incarné par Geïdar Djemal (1947-2016), un philosophe ésotérique d'origine russe et azérie qui dressait un parallèle entre le nationalisme orthodoxe russe et le renouveau islamique et affirmait que les mouvements « rouge-brun » (nationaliste russe) et « vert » (islamique) partageaient des objectifs communs. Dans cette logique, la Russie serait le pays le mieux placé pour forger une alliance internationale afin de contrer le monde unipolaire souhaité par les États-Unis, car elle peut s'appuyer à la fois sur sa tradition nationaliste slave d'anti-occidentalisme et sur son appartenance partielle au monde islamique par le biais de ses minorités musulmanes. Cette philosophie politique, sunnite quoiqu'inspirée de la révolution iranienne, était trop radicale pour séduire un large public mais est restée assez visible sur le marché idéologique islamique russe jusqu'à la mort de Djemal⁷⁹.

3. Un nationalisme islamique russe « blanc », représenté par les Russes de souche convertis à l'islam. Là aussi, on manque de données sur l'évolution de ces conversions, mais plusieurs observateurs parlent d'une tendance à la hausse⁸⁰. Les convertis ont d'abord été réunis dans l'Organisation nationale des musulmans russes (NORM, *Nacional'naâ organizaciâ rossijskih musul'man*), créée en 2004. L'un de leurs principaux représentants, Ali Polosine, un ancien prêtre orthodoxe converti à l'islam travaillant pour le muftiat de Moscou, a invité les Russes à se convertir à l'islam, expliquant qu'il s'agissait de la seule voie de régénération morale et physique après des décennies d'athéisme d'État, puis de libéralisme d'inspiration occidentale⁸¹. De nombreux convertis ont rejoint la section russe du Mouvement mondial des Mourabitounes. Dirigé par Kharoun Ar-Rusi, le mouvement mourabitounes est directement inspiré de la métaphysique d'extrême droite et de l'école dite primordialiste de Julius Evola. Il appelle à la reconnaissance d'un « islam blanc », affirmant que l'islam est originaire de la population européenne de souche et doit être dissocié de l'idée d'une migration depuis le sud de la Méditerranée⁸².

78. D. Mukhetdinov, *Rossijskoe musul'manstvo : Tradicii ummy v usloviâh evrazijskoj civilizacii* [L'islam de Russie : les traditions de l'oumma dans le cadre de la civilisation eurasiennne], Moscou, Medina, 2016, p. 6-7.

79. G. Sibgatullina et M. Kemper, « Between Salafism and Eurasianism: Geidar Dzhemal and the Global Islamic Revolution in Russia », *Islam and Christian-Muslim Relations*, vol. 28, n° 2, 2017, p. 219-236. Voir aussi : M. Laruelle, « Digital Geopolitics Encapsulated: Geidar Dzhemal between Islamism, Occult Fascism and Eurasianism », in M. Suslov et M. Bassin (dir.), *Eurasia 2.0. Russian Geopolitics in the Age of New Media*, Lanham, Lexington, 2016, p. 81-100.

80. Conversations de l'auteure avec des employés de la mosquée cathédrale de Moscou.

81. V. A. Polosin, *Prâmoj put' k Bogu* [Le chemin direct vers Dieu], Moscou, Ladimir, 2000.

82. Voir le projet de recherche en cours de G. Sibgatullina, WhISE (White Islam in Europe).

Conclusion

Si la Russie partage avec de nombreux pays occidentaux une sécurisation de l'islam qui s'enracine à la fois dans le contexte national du sécessionnisme et du terrorisme locaux et dans le slogan de la « guerre mondiale contre le terrorisme », elle a également été capable de promouvoir une vision beaucoup plus consensuelle du rôle de l'islam dans un cadre panrusse. Bien que certaines versions de l'islam qui remettent en cause la légitimité des muftiats soient étroitement surveillées et souvent réprimées, un islam plus subordonné a pu se développer à l'ombre d'un régime qui exige avant tout loyauté idéologique.

Le repositionnement de la Russie en tant que puissance conservatrice, contribuant à la stabilité du régime, a placé les deux principales religions du pays — le christianisme orthodoxe et l'islam — dans une situation paradoxale. Toutes deux bénéficient d'un mariage de convenance avec les institutions de l'État en termes de soutien financier et institutionnel, mais elles ont encore des divergences idéologiques majeures avec l'État, car l'Église orthodoxe russe et les muftiats promeuvent un programme moral beaucoup plus conservateur que celui que le régime est prêt à appliquer. Alors que l'Église orthodoxe russe a besoin du soutien de l'État pour légitimer ses efforts visant à façonner les positions et le comportement des Russes en matière de morale — efforts qui n'ont jusqu'ici rencontré qu'un succès très limité⁸³ — les muftiats se trouvent dans une situation plus aisée, car les musulmans sont globalement plus conservateurs que la moyenne des Russes ethniques.

Pourtant, les muftiats risquent d'être court-circuités par des groupes et des personnalités plus radicaux agissant au nom de l'islam, alors que l'Église orthodoxe russe, elle, n'est concurrencée que par quelques minuscules mouvements fondamentalistes orthodoxes. Les muftiats sont de plus en plus dénoncés comme des institutions faibles, dont le rôle se limite à l'administration bureaucratique des questions liées à l'islam et dont la légitimité théologique est discutable. Cela les a poussés à s'associer autant que possible aux institutions de l'État et à l'Église pour maintenir l'équilibre fragile entre les éléments les plus radicaux et les structures séculières. Comme partout dans le monde, les communautés musulmanes de

83. P. Kolstø et H. Blakkisrud, « Not So Traditional After All? The Russian Orthodox Church's Failure as a "Moral Norm Entrepreneur" », *PONARS Eurasia Policy Memo*, vol. 710, septembre 2021, disponible sur : www.ponarseurasia.org.

Russie sont secouées par des débats internes sur la signification de la musulmanité et sur la manière dont celle-ci doit s'exprimer dans les espaces privés et publics. Alors que ces débats révèlent une société musulmane russe assez polarisée, les muftiats cherchent à maintenir une ligne consensuelle face à des personnalités religieuses indépendantes souvent beaucoup plus compétentes pour s'engager dans des débats théologiques et mieux informées de l'état des discussions au sein de l'Oumma.

Au fil des ans, la Russie est devenue un pays clé pour explorer l'évolution de l'islam dans un contexte séculier/chrétien, et de nombreux parallèles avec l'évolution de l'islam en Europe restent à étudier. Le fait que le président du Forum musulman européen soit un citoyen russe converti à l'islam, Abdul-Wahed Niazov, n'est que la partie émergée de l'iceberg de cette européanisation croissante de l'islam dans laquelle la Russie est un acteur fondamental. Cette nouvelle tendance a été mise en évidence lors du 14^e Forum musulman international de Paris, organisé par les muftiats russes en 2018, au cours duquel les délégués russes ont présenté la Russie comme un *hub* donnant aux musulmans européens la possibilité d'accéder à l'Oumma mondiale, de construire une économie respectueuse des normes halal ; et de s'inspirer du modèle russe de concorde multireligieuse conservatrice pour se sentir « chez eux » en Europe⁸⁴.

84. « Le 14^e Forum international des mufti s'ouvre à Paris », Conseil des muftis russes, non daté, disponible sur : www.muslim.ru.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- [S. Sukhankin, « Kaliningrad, bastion ou maillon faible de la Russie post-Crimée ? », n° 124, Ifri, septembre 2021.](#)
- [V. Inozemtsev, « Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ? », n° 123, Ifri, août 2021.](#)
- [M. Laruelle, « Soft power russe : sources, cibles et canaux d'influence », n° 122, Ifri, avril 2021.](#)
- [B. Lo, « La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation », n° 121, Ifri, mars 2021.](#)
- [S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », n° 120, Ifri, septembre 2020.](#)
- [A. Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile », n° 119, Ifri, juillet 2020.](#)
- [P. Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine », n° 118, Ifri, juin 2020.](#)
- [M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites », n° 117, Ifri, mars 2020.](#)
- [A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? », n° 116, Ifri, octobre 2019.](#)
- [P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », n° 115, Ifri, août 2019.](#)
- [A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », n° 114, Ifri, avril 2019.](#)
- [M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger », n° 113, Ifri, avril 2019.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org